



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 03 – Du 13 janvier 2023 au 19 janvier 2023

## En bref

**Afghanistan** : L'Afghani continue de s'effriter face au dollar, au détriment des ménages. Dans le cadre du soutien humanitaire, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan réceptionne 40 M USD.

**Bangladesh** : Augmentation massive du prix du gaz pour les industries. Le chômage a atteint un plus haut niveau historique en novembre 2022. La Banque centrale du Bangladesh crée un fonds de 100 Mds Taka (889 M EUR) afin de stimuler les exportations.

**Bhoutan** : La Banque mondiale revoit les estimations de croissance du Bhoutan, de 4,7% à 4,1% pour l'exercice budgétaire en cours. Hausse de la dette publique entre octobre et décembre 2022.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Prévisions du Conseiller économique du gouvernement. L'Inde deviendra le pays le plus peuplé du monde en avril 2023, selon l'ONU. *Politique commerciale* : Niveau record pour les importations en provenance de Chine en 2022. Baisse des exportations indiennes de 12% en décembre. Niveau record pour les échanges commerciaux de l'Inde en 2022.

**Maldives** : Visite du Ministre des Affaires Etrangères indien aux Maldives. Remontée significative des réserves, à 828 M USD.

**Népal** : La NEA peine à assurer l'approvisionnement en électricité en raison du recul de la production nationale et de l'insuffisance des importations dans un contexte de forte demande. Le rapport de la Banque Centrale népalaise indique une reprise progressive de l'économie.

**Pakistan** : Le déficit courant a baissé de 60% au cours du premier semestre 2022/2023, en raison d'une gestion très restrictive de la liquidité en devises. Baisse des IDE de 59% au cours du premier semestre de 2022/2023. La pénurie de devises alimente le recul de la Bourse du Pakistan (PSX), qui a atteint son point bas depuis deux ans et demi. La production des grandes industries pakistanaïses a chuté de 3,5 % en g.a. au cours des quatre premiers mois de l'année budgétaire. Le Pakistan pourrait faire face à une récession supérieure à -2% au cours de l'année budgétaire 2022/2023. Dans ce contexte, par précaution, le gouvernement met un frein à la consommation de la partie « projets » du budget de l'Etat qui n'est consommée qu'à hauteur de 20% sur la même période.

**Sri Lanka** : Exportations en chute de 18% en g.a. en novembre. Reprise des transferts de devises, à 475 MUSD en décembre (+44% en g.a.)

## Afghanistan

L'Afghani continue de s'effriter face au dollar, au détriment des ménages

Le 19 janvier dernier, un dollar valait 90,25 AFN, contre 88,50 AFN un jour auparavant, et 87,50 AFN un mois plus tôt.

Une conséquence de la perte de valeur de la monnaie réside dans l'augmentation du coût des importations, affaiblissant ainsi davantage le pouvoir d'achat des ménages, déjà sévèrement touchés par l'inflation.

Selon un grand bureau de change de Kaboul, la suspension de l'aide humanitaire jouerait un rôle prépondérant dans la dépréciation de la monnaie, en raison d'une économie très dollarisée.

Par ailleurs, la Banque centrale, Da Afghanistan Bank (DAB), a récemment injecté près de 17 M USD sur les marchés afin de stabiliser le marché des changes et préserver la valeur externe de la devise. En revanche, aucune source ne spécifie la provenance des fonds, les actifs de la Banque centrale étant bloqués au sein du fonds fiduciaire « Afghan Fund » basé en Suisse.

Dans le cadre du soutien humanitaire, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan réceptionne 40 M USD

Alors même que la quasi-totalité de l'aide humanitaire se trouve actuellement au point mort, en raison des décisions de l'administration talibane d'interdire aux femmes les sphères du travail, de l'université et de l'école, la Mission d'assistance en Afghanistan (MANUA) continue ses activités et a réceptionné près de 40 M USD cette semaine.

Pour rappel, l'organisme est une mission politique, créée le 28 mars 2002 par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 1401, dont le siège se situe à Kaboul.

Les représentants onusiens de la Mission déclarent que les fonds sont immédiatement placés au sein d'une banque privée et ne sont

utilisés que pour le soutien des opérations humanitaires sur place.

Réduction des barrières tarifaires entre le Pakistan et l'Afghanistan

La Chambre de commerce Afghanistan-Pakistan annonce la signature d'un accord commercial préférentiel permettant la baisse des barrières tarifaires, mais également de lever de multiples obstacles non-tarifaires entravant le commerce bilatéral. Par ailleurs, grâce à l'accord, de nombreux conteneurs ont pu être débloqués à la frontière et au port de Gwadar.

Pour rappel, le commerce bilatéral entre les deux pays a toujours été source de litiges en raison des hausses soudaine des droits de douane pakistanais appliqués aux denrées agricoles afghanes, entre autres.

Le Pakistan, important importateur de charbon afghan, bénéficiera d'une baisse des taxes douanières de 60%. Actuellement, l'Afghanistan prélève une taxe de 85 USD par tonne de charbon exportée, à laquelle sont ajoutés le prix des redevances, les coûts de transports et d'entreposage, aboutissant à un prix final élevé. En outre, l'Afghanistan souhaite se baser désormais sur le prix du marché international pour la vente de charbon.

En contrepartie, le Pakistan s'est engagé à diminuer les droits de douane sur cinq fruits et légumes largement exportés par l'Afghanistan vers le Pakistan.

## Bangladesh

Augmentation massive du prix du gaz pour les industries

Le gouvernement a annoncé mercredi une augmentation du prix du gaz de l'ordre de 160 % en moyenne dans la plupart des secteurs de l'industrie. Cette augmentation conséquente, imputable à la suppression des subventions à l'énergie, a fait réagir négativement les leaders de l'industrie et les experts, d'autant plus que cette décision, la deuxième de la sorte en six mois,

intervient quelques jours seulement après une augmentation des prix de l'électricité.

Le prix du gaz, pour les unités industrielles de toutes tailles, a été établi à un taux fixe de 30 Taka/m<sup>3</sup> (0,28 €), contre 11,5 Taka/m<sup>3</sup> en moyenne auparavant. Pour les centrales électriques, le taux a été fixé à 14 Taka/m<sup>3</sup> (0,12 €), une augmentation de 179 %. Cette hausse prendra effet à compter de février 2023 et ne concernera ni les ménages ni les producteurs de thé et de fertilisants.

Par ailleurs, cette annonce coïncide avec le dernier jour de mission à Dhaka de la Directrice générale adjointe du FMI, Antoinette Monsio Sayeh. Selon une source du ministère des Finances, dans le cadre de la signature du prêt de 4,5 Mds USD accordé au Bangladesh, l'institution internationale aurait fixé des conditions sur le prix de l'énergie. Selon le Professeur Mustafiz du Centre for Policy Dialogue (CPD), cette décision serait également motivée par le profit associé à la réduction des subventions publiques de l'énergie.

La PM Sheikh Hasina a cependant réfuté ces affirmations au parlement et a affirmé que cette décision permettrait in fine de sécuriser l'approvisionnement en gaz, dans un contexte de forte demande, fragilisé par la guerre en Ukraine.

### [Le chômage a atteint un plus haut niveau historique en novembre 2022](#)

Le taux de chômage du Bangladesh a atteint un record historique de 6,91 % en novembre 2022. Cette hausse fait suite au précédent record du mois de juin avec 6,47 % de la population active sans emploi.

Malgré une croissance économique importante et un PIB qui augmente en moyenne de 6,83 % par an sur les cinq dernières années, le Bangladesh n'a pas réussi à maintenir un taux de chômage en-deçà de 4,5 %. Le Dr. Zahid Hussain, ancien économiste à la Banque Mondiale, explique ce phénomène par l'omniprésence de l'économie informelle et du secteur des services sur le marché du travail. De plus, l'industrie manufacturière ne permet pas à elle seule d'assurer l'absorption de la main d'œuvre.

Selon les économistes, les créations d'emplois fléchissent également dans le contexte de la pénurie de matières premières, de l'augmentation des coûts opérationnels des entreprises consécutive à la hausse des prix de l'énergie et du carburant et de la réduction de la demande des consommateurs dans le pays.

### [La Banque centrale du Bangladesh crée un fonds de 100 Mds Taka \(889 M EUR\) afin de stimuler les exportations](#)

La Banque centrale a attribué 889 M EUR pour la création d'un fonds visant à soutenir l'industrie d'exportation et à augmenter les recettes du pays en devises étrangères.

Ce fonds permettra aux banques commerciales du Bangladesh d'emprunter à un taux bonifié de 1,5 % et d'accorder des prêts aux entreprises exportatrices à un taux plafond de 4 %.

## Bhoutan

### [La Banque mondiale revoit les estimations de croissance du Bhoutan, de 4,7% à 4,1% pour l'exercice budgétaire en cours](#)

Selon [le dernier rapport de la Banque mondiale](#), la croissance du Bhoutan progresserait à un rythme de 4,1% pour l'exercice budgétaire en cours, soit une baisse de 0,6 point en comparaison de l'estimation faite en juin dernier. Par ailleurs, dans le sillage de ce ralentissement, l'exercice budgétaire suivant enregistrerait une croissance de 3,7%.

Le prêteur international impute ce ralentissement au retard de multiples projets hydroélectriques actuellement en cours.

Par ailleurs, la croissance du Bhoutan est considérée comme relativement faible par rapport aux pays de la zone Asie du Sud. Seuls le Sri Lanka et le Pakistan, avec des taux de croissance respectif de -4,2% et 2% (concernant l'exercice en cours) enregistrent une progression de croissance moindre que le Bhoutan.



### Hausse de la dette publique entre octobre et décembre 2022

Selon le ministère des Finances, la dette publique totale a augmenté de 3,1% (en g.t) lors du dernier trimestre de l'année calendaire et s'établit à 3,2 Mds USD à la fin du mois de décembre 2022, représentant 129,1% du PIB.

La hausse de la dette bhoutanaise est imputable à l'augmentation de la dette extérieure sur la période sous revue (de 3,6% en g.t), qui s'élève alors à 2,9 Mds USD. La dette libellée en roupies constitue 65% de la dette extérieure, l'Inde étant le premier créancier du pays, investissant massivement dans le secteur de l'hydroélectricité. La Banque asiatique de développement finance le Bhoutan à hauteur de 17%, le poids de l'IDA s'élevant à 14%. Le Bhoutan, ayant accès à de l'aide concessionnelle, la dette extérieure est assortie de taux d'intérêt fixes, compris entre 0 et 1,5%, limitant ainsi l'exposition à la volatilité des marchés.

## Inde

### Indicateurs macroéconomiques

#### Prévisions du Conseiller économique du gouvernement

Selon le Conseiller économique du gouvernement, V Anantha Nageswaran, le PIB nominal de l'économie indienne atteindra 3 500 Mds USD à la fin de l'exercice budgétaire 2022-23 et devrait doubler au cours des sept prochaines années. Pour rappel, le précédent gouvernement s'était fixé l'objectif d'un PIB de 5 000 Mds USD d'ici 2025.

M. Nageswaran a également estimé qu'un taux de croissance « réaliste » à moyen terme s'établit autour de 6,5 %, une estimation en-deçà de la croissance observée au cours de la période 2003-2008, à 7-8 %.

Il a rappelé que le contexte du conflit persistant entre la Russie et l'Ukraine entraînait des incertitudes géopolitiques et géoéconomiques

et que l'autre facteur exogène déterminant était lié à l'ouverture de la Chine après deux ans de pandémie et à son incidence sur l'économie mondiale, notamment sur le recul des prix du pétrole et des matières premières, ainsi que sur la croissance des économies avancées.

Enfin, M. Nageswaran a rappelé qu'à terme, la question la plus importante pour l'économie indienne tenait au calendrier de mise en œuvre de la baisse des taux d'intérêt de la Fed en 2024 ou en 2025, et à l'incidence de cette inflexion sur la roupie indienne.

### L'Inde deviendra le pays le plus peuplé du monde en avril 2023, selon l'ONU

La population de l'Inde devrait dépasser celle de la Chine en avril, selon l'ONU, alors que la population chinoise a baissé pour la première fois depuis soixante ans. Sa démographie a ainsi baissé de 850 000 personnes en 2022, selon les données du Bureau national des statistiques chinois publiées ce mardi 17 janvier.

L'ONU estime que la population indienne dépassera celle de son voisin le 14 avril 2023. La population de l'Inde devrait alors compter 1,425 Md de personnes.

On estime que l'Inde sera responsable de l'accroissement de près d'un sixième de la population mondiale d'âge actif de moins de 64 ans d'ici à 2050 alors que le nombre de Chinois en âge de travailler a connu son pic il y a déjà une dizaine d'années. En 2050, l'âge médian en Chine sera ainsi de 51 ans, soit 12 ans de plus qu'aujourd'hui.

Avec un âge médian de 28 ans, l'Inde est en passe de tirer parti de son dividende démographique. Mais ce dernier sera conditionné à la productivité de sa jeunesse, qui reste inférieure à celle de la Chine. Le taux d'activité des Indiens est inférieur aujourd'hui à 50%, contre deux tiers pour les Chinois.

Sur le front économique, l'Inde a récemment évincé la Grande-Bretagne de sa 5<sup>ème</sup> place mondiale et selon la State Bank of India, elle devrait atteindre la troisième place en 2029.

## Politique commerciale

### Niveau record pour les importations en provenance de Chine en 2022

Le commerce bilatéral entre l'Inde et la Chine a atteint un niveau record de 136 Mds USD en 2022, selon les données des douanes chinoises de janvier 2023. Cette hausse de 8,4 % par rapport à l'année précédente est imputable à celle des importations indiennes de produits chinois, qui ont augmenté de plus de 21 % sur la période, pour atteindre 118,5 Mds USD. Elle s'explique par la reprise de la demande en Inde, l'augmentation des importations de biens intermédiaires liée à la hausse du niveau de vie et par l'importation de nouvelles catégories de biens comme les fournitures médicales. Elle reflète une dépendance accrue pour toute une série de biens clés.

Les exportations de l'Inde vers la Chine ont pour leur part chuté en 2022, aggravant ainsi le déficit commercial, déjà important. Elles sont passées de 28,1 à 17,5 Mds USD.

En conséquence, le déficit commercial a atteint 101 Mds USD, en hausse de 45 % par rapport à 2021. Il franchit ainsi la barre des 100 Mds USD pour la première fois.

Les échanges commerciaux de la Chine avec le reste du monde ont atteint un niveau record en 2022, en hausse de 7,7 %, à 6250 Mds USD. Les exportations chinoises ont augmenté de 10,5 %. Le commerce avec l'ASEAN, premier partenaire commercial de la Chine, a augmenté de 11,2 % pour atteindre 975 Mds USD. L'UE se classe au deuxième rang des partenaires commerciaux de la Chine, avec des échanges en hausse de 2,4 % à 847 Mds USD, suivis par les États-Unis, à 759 Mds USD (+ 0,6 %).

Le détail de la répartition des échanges en 2022 n'a pas encore été publié mais les principales importations indiennes en provenance de Chine en 2020 et 2021 comprenaient des produits pharmaceutiques, des produits chimiques, des machines électriques et mécaniques, des composants automobiles et des fournitures médicales.

### Baisse des exportations indiennes de 12% en décembre

Les exportations de l'Inde ont chuté de plus de 12 % pour atteindre 34,5 Mds en décembre, tandis que les importations ont baissé de 3 % pour atteindre 58,2 Mds USD, ce qui se traduit par un creusement du déficit commercial.

Les exportations ralentissent depuis le mois d'octobre (au cours duquel elles avaient enregistré un recul de 16,6 % par rapport au mois précédent) après avoir atteint un niveau record de 422 Mds USD lors du précédent exercice budgétaire.

La baisse des exportations de marchandises en décembre s'explique par celle des produits pétroliers (- 27 %), et des biens d'ingénierie (- 12 %). À l'inverse, le matériel électronique enregistre la plus forte progression à l'export (+ 37 %) pour atteindre 2,3 Mds USD. La baisse des importations s'explique par la chute (- 75 %) du poste « or », et également des produits chimiques.

À l'inverse, les exportations de services s'inscrivent en hausse de 5,0 % par rapport à l'année précédente et atteignent 27,3 Mds USD alors que les importations stagnent, à 15,6 Mds USD.

### Niveau record pour les échanges commerciaux de l'Inde en 2022

Le commerce de marchandises de l'Inde a franchi la barre des 1 000 Mds USD en 2022, les exportations s'élevant à 450 Mds USD (+13,7 % par rapport à 2021) contre 723 Mds USD pour les importations (+ 21,0 % par rapport à 2021), selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les importations sont constituées aux deux tiers par cinq articles : le pétrole brut (270 Mds USD), le charbon (80 Mds USD), l'or et les diamants (80 Mds USD), l'électronique (72 Mds USD) et les machines (55 Mds USD).

Les exportations sont dominées par les biens d'ingénierie, les pierres précieuses et les bijoux, les médicaments et les produits pharmaceutiques ainsi que les biens électroniques. Elles ont connu une forte croissance, à deux chiffres, de l'ordre de 20 à 30

%, au cours des six premiers mois de l'année, avant de ralentir, avec un taux de croissance à un chiffre, à partir de juillet, pour terminer l'année avec une contraction de 12 %. Cette situation s'explique principalement par les craintes liées au ralentissement de l'économie mondiale.

Ces résultats interviennent dans un contexte d'incertitudes croissantes sur le front extérieur.

## Maldives

### Visite du Ministre des Affaires Etrangères indien aux Maldives

La visite de S. Jaishankar a donné lieu au lancement officiel du projet d'extension de l'aéroport international d'Hanimaadhoo, dans le nord de l'archipel, accordé à l'entreprise indienne JMC en septembre dernier sur un financement de l'Exim Bank indienne de 137 MUSD. A l'issue du projet, d'une durée de deux ans, l'aéroport devrait atteindre une capacité annuelle de 1,3 M passagers et pouvoir accueillir des avions de la taille de l'A320 et du Boeing 737. La visite a aussi donné lieu à la signature de trois accords d'entente : subvention supplémentaire de 100 MMVR (6,5 MUSD) pour le High Impact Community Development Project Scheme, complexe sportif à Gaafu Dhaal Gadhdhoo, coopération entre la Maldives National University et la Cochin University of Science and Technology.

### Remontée significative des réserves, à 828 M USD

Après une chute jusqu'à 500 M USD fin octobre, les réserves maldiviennes sont remontées à 828 M USD fin décembre (2,9 mois d'importations de marchandises), tirées par un nouvel accord de swap (200 MUSD) avec la RBI indienne début décembre et des recettes touristiques record perçues pendant la haute saison. Les réserves déduites des sorties nettes de devises à court terme atteignent 268 M USD, après être tombées à 105 M USD fin octobre.

## Népal

### La NEA peine à assurer l'approvisionnement en électricité en raison du recul de la production nationale et de l'insuffisance des importations dans un contexte de forte demande

Suite à la chute des températures, la demande intérieure d'électricité a atteint 28 854 MWh samedi. La NEA, Nepal Electricity Authority, n'a cependant pu fournir que 27 544 MWh d'électricité, entraînant la coupure de 1,31 million d'unités électriques.

Il convient de souligner que la production d'électricité au Népal est issue à 99,9 % de l'énergie hydroélectrique grâce aux quelque 6 000 rivières et fleuves descendant des sommets Himalayens. Cette source d'énergie permet une surproduction pendant la période des pluies, de juin à septembre, ce qui permet d'exporter les excédents vers l'Inde et le Bangladesh. Les recettes perçues grâce à l'exportation d'électricité vers l'Inde, entre la période mi-août à mi-décembre s'élève à un montant équivalent à 59 M EUR.

Cependant, avec le début de la saison sèche et suite à la baisse du débit des rivières, les exportations ont été intégralement interrompues. La production intérieure ne permettant plus de répondre à la demande népalaise, la NEA est alors contrainte d'importer l'électricité Indienne au prix fort. Par ailleurs, compte tenu de la pénurie d'électricité qui touche également l'Inde, la NEA peine à acheter suffisamment d'énergie à l'Indian Energy Exchange Limited. L'autorité népalaise a annoncé avoir fait des offres allant jusqu'à 20 NPR (0,14 €) par unité contre 11,2 NPR (0,080 €) en temps normal. Actuellement, le Népal importe 265 MW d'électricité indienne par jour. Samedi, la demande a atteint un pic à 1591 MW, dont seulement 1126 MW ont été fournis par la production intérieure.

La perspective d'expansion des lignes de transmission électrique entre le Népal et l'Inde pourrait donc favoriser les échanges d'énergie indo-népalais et permettrait à la NEA d'être plus flexible sur sa production d'électricité.



## Le rapport de la Banque Centrale népalaise indique une reprise progressive de l'économie

La dernière publication macroéconomique dévoilée par la Nepal Rastra Bank (NRB) souligne la reprise progressive de l'économie népalaise notamment grâce à une augmentation des transferts de migrants ainsi que grâce à l'amélioration de la balance des paiements imputable à la réduction du déficit commercial.

En effet, le Népal enregistre une hausse des transferts de migrants de 23 % pour atteindre 480,5 Mds NPR (3,4 Mds EUR) au cours des cinq premiers mois (de mi-juillet à mi-décembre) de l'année fiscale actuelle. Ces chiffres contrastent avec la baisse de 6,3 % constatée l'an dernier sur la même période.

De plus, le déficit commercial a diminué de 18,8 %, atteignant 597,44 Mds NPR (4, 2 Mds EUR) sur la période sous revue, alors qu'il s'était creusé de 54,7 % l'année précédente.

Les importations ont diminué de 20,7 % s'établissant à 664,75 Mds NPR (4,7 Mds EUR). Cependant, fait inquiétant, les exportations de marchandises ont également chuté de 34,6 % pour atteindre 67,3 Mds NPR (478 M EUR) contre une augmentation de 105,6 % en 2021 sur la même période.

Par ailleurs, le déficit du solde courant se réduit de 87%, atteignant 37,9 Mds NPR (269 M EUR) contre 298,5 Mds NPR (2,12 Mds EUR) sur la même période en 2021.

Selon les données de la Banque centrale, à la mi-décembre, les réserves de change népalaises s'améliorent de 3 % en comparaison avec le mois de juillet, en s'établissant désormais à 9,82 Mds USD contre 9,54 Mds USD.

En outre, la position créditrice en devises des banques commerciales est suffisante pour couvrir les importations de marchandises sur dix mois.

## Pakistan

Le déficit du compte courant a baissé de 60% au cours du premier semestre 2022/2023, en raison d'une gestion très restrictive de la liquidité en devises.

Sur le premier semestre de l'exercice budgétaire 2022/2023, le déficit courant du Pakistan est passé de 9,1 Mds USD au premier semestre 2021/2022 à 3,7 Mds USD au premier semestre 2022/2023 (-60% en g.a.). Selon la Banque d'État du Pakistan (SBP), le déficit commercial atteignait 400 MUSD en décembre 2022, en baisse de 78% en g.a.

La baisse du déficit courant résulte des mesures tout d'abord douanières (des taxes supérieures aux taxes habituelles sur les produits importés ont été mises en place sur les produits de luxe) puis de la mise en place par la Banque centrale (SBP) jusqu'en décembre de lettres de crédit sur les seuls secteurs prioritaires (essence, GNL, blé, riz, farine). La baisse de 10% des envois de fonds par les Pakistanais de l'étranger au premier semestre (prévisions de -20% sur l'année) ne remet pas en cause le bilan positif sur le plan du déficit commercial.

La SBP considère qu'en cas de maintien des mesures restrictives à l'importation, le déficit du compte courant devrait être inférieur à 2 % du PIB au cours de l'exercice budgétaire 2022/2023 (contre un engagement pakistanais de +0,5% auprès du FMI en août 2022). On notera que cette politique de restriction de l'accès aux lettres de crédit a un coût social et politique élevé et que la SBP a annoncé son prochain assouplissement.

## Baisse des IDE de 59% au cours du premier semestre de 2022/2023

Selon la Banque centrale (SBP), de juillet à décembre, les IDE ont chuté de 59% (soit 461 M USD) contre 1,115 Md USD sur la même période il y a un an. Les sorties de capitaux concernent notamment un investissement australien (230,1 MUSD), un investissement norvégien (88,4 MUSD), un investissement américain (33,6 MUSD) et un investissement britannique (24 MUSD). En

décembre, le bilan mensuel net des IDE était négatif à hauteur de 17 MUSD.

On notera que de nouveaux désinvestissements sont annoncés. La société germano-coréenne Lotte Chemical a ainsi annoncé son intention de vendre ses actifs au Pakistan et d'obtenir de la part de la SBP le droit de rapatrier ses capitaux.

### La pénurie de devises alimente le recul de la Bourse du Pakistan (PSX), qui a atteint son point bas depuis deux ans et demi

Le marché boursier pakistanais a clôturé à 38 342 points mardi 17 janvier (-1379 points, soit -3,47%), atteignant son point le plus bas depuis 30 mois. Depuis le 13 janvier, la Bourse a plongé de 6% en cumulé. Selon les données de la National Clearing Company of Pakistan Limited (NCCPL), les vendeurs sont principalement des sociétés de fonds communs de placement et des sociétés d'assurance.

Les analystes considèrent qu'en l'absence d'accord avec le FMI, les problèmes de devises dont pâtissent les entreprises s'accroîtront. La pénurie de devises a ainsi entraîné la crise de l'économie réelle : les industries textiles n'ont plus de coton disponible, les sociétés métallurgiques ne disposent plus d'acier, les agriculteurs ne disposent plus ni de graines, ni d'engrais ni de pesticides.

Dans ce contexte, la pénurie de devises devrait, selon les experts, entraîner une baisse supplémentaire de la roupie pakistanaise (qui dévisserait prochainement de 230 PKR à 260 PKR pour 1 USD), ce qui renchérira davantage les approvisionnements (en entraînant une dérive de l'inflation) et rendra encore plus difficile la situation des acteurs économiques.

### La production des grandes industries pakistanaises a chuté de 3,5 % en g.a. au cours des quatre premiers mois de l'année budgétaire

Les chiffres publiés par le Bureau pakistanais des statistiques (PBS) laissent apparaître que la production industrielle des grandes entreprises avait enregistré une contraction de 3,6 % au cours des quatre premiers mois de l'année budgétaire -de juillet à octobre 2022/2023- en

g.a., dont une forte dégradation de 5,5% en g.a. intervenue en octobre.

Cette situation reflète (i) les mesures prises (dont les lettres de crédit -LC) pour freiner les importations de matière premières et de composants industriels nécessaires pour maintenir l'industrie à flot; (ii) l'augmentation de l'IS ; (iii) la dégradation de l'environnement des affaires (forte inflation à environ 30% ; augmentation des taux d'intérêt -avec anticipation de l'aggravation de la situation de 100 à 200 points de base) et des matières premières chères causées par la dépréciation de la PKR par rapport à l'USD).

### Le Pakistan pourrait faire face à une récession supérieure à -2% au cours de l'année budgétaire 2022/2023

Le Dr. Hafiz Pasha, ancien ministre des Finances, puis ancien ministre des Affaires économiques de M. Sharif Nawaz dans les années 1990 est revenu, lors de séminaires récents effectués auprès du patronat pakistanais, sur les statistiques présentées par la Commission du Plan sur les effets des inondations sur l'activité économique (2 points de pourcentage du PIB, ce qui correspondrait à une baisse de production). Selon lui, l'effet des inondations sur le PIB du pays serait de l'ordre de 4% (soit une baisse de production de l'ordre de 16 Mds USD).

Eu égard aux effets des inondations et aux mesures de restriction à l'importation, Hafiz Pasha considère que le pays ne pourra pas atteindre une croissance à 2% mais connaîtrait une récession d'au moins -1% jusqu'à -2,5% au cours de l'année budgétaire 2022/2023 (agriculture -3,5%, industrie -4%, services +1%).

Dans ce contexte, par précaution, le gouvernement met un frein à la consommation de la partie « projets » du budget de l'Etat qui n'est consommée qu'à hauteur de 20% sur la même période

La Commission du Plan révèle que la partie « projets » du budget de l'Etat (Public Sector Development Program - PSDP) n'a été consommée au cours du premier semestre



2022/2023 qu'à hauteur de 20%, contre 40% au cours du premier semestre de l'année 2021/2022.

Dans cette situation, alors que les projets liés à l'agence de la santé (NHA), aux transports électriques (NTDC/PEPCO) et aux chemins de fer (partie intégrante du ministère des transports) représentaient près de 70% du PSDP, les acteurs économiques envisagent une année blanche au niveau de l'Etat dans ces domaines.

Par ailleurs on note que la Commission du Plan n'a pas annoncé le report d'une partie des dépenses budgétaires prévues au titre du PSDP vers les priorités de la reconstruction (les 6 Mds USD auxquels le Pakistan doit contribuer au cours des trois prochaines années, parallèlement aux 10,5 Mds USD annoncés à Genève par les pays donateurs le 9 janvier dernier).

## Sri Lanka

Exportations en chute de 18% en g.a. en novembre

Les exportations sri lankaises, victimes du ralentissement des principaux marchés de destination, poursuivent leur chute depuis octobre et repassent sous le seuil des 1 Md USD, à 994 MUSD en novembre, pour la première fois depuis mai 2021. Les exportations agricoles chutent de 25,9% en g.a. sur le mois (-5,3% entre janvier et novembre), victimes de la chute de la production alimentaire, et les exportations industrielles de 15,4% en g.a., à rebours de la croissance affichée jusque lors (+9,4% sur 11 mois). Cette chute reflète aussi la contraction du secteur manufacturier depuis le défaut (PMI à 44,8 en décembre).

Les importations, toujours contraintes par d'importantes mesures de restriction visant à préserver les devises, atteignent sur le mois 1,4 Md USD, en chute de 18,1%. Le déficit commercial s'élève ainsi à 450 MUSD (553 MUSD en novembre 2021). Sur les onze premiers mois de l'année 2022, les exportations ont atteint 12,0 Mds USD (+6,0% en g.a.), les importations 16,7 Mds USD (-8,3% en g.a.) et le déficit commercial

atteint 4,8 Mds USD (contre 7,1 Mds USD sur la période correspondante en 2021).

Reprise des transferts de devises, à 475 MUSD en décembre (+44% en g.a.)

Le chiffre confirme une hausse continue depuis le début du S2 2022 et le mois de décembre correspond ainsi à la meilleure performance mensuelle depuis juin 2021. La crédibilité du taux de change, la stabilisation politique et économique, l'importance de l'émigration économique depuis la crise portent la reprise des transferts. L'effondrement de ceux-ci dès le S2 2021 a néanmoins pesé sur leur performance en 2022 : ils atteignent 3,8 Mds sur l'année, en recul de 31% par rapport à 2021, et très loin des 7,1 Mds USD atteints en 2020. Leur récente reprise a conduit la Banque centrale à instruire aux banques commerciales de mettre un terme au système d'incitation des transferts (ajout de 2 LKR au taux de change pour chaque dollar transmis) adopté en décembre 2021, qui s'est montré de son propre aveu peu efficace.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC+	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)